

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

26 NOVEMBRE 1990

PROJET DE LOI

**modifiant les articles 1341,
alinéa premier, 1342, 1343, 1344, 1345,
1834, 1923, 1924, 1950 et 2074, deuxième
alinéa, du Code civil**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA JUSTICE (1)

PAR
M. MAYEUR

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au
cours de sa réunion du 20 novembre 1990.

**Ce projet de loi a été examiné en réunion publique
de commission.**

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Mottard.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Bourgeois, Dumez,
Hermans, Mme Merckx-
Van Goeij, M. Van Parys.
P.S. MM. Defosset, Eerdeken,
Mayeur, Mottard, Mme On-
kelinx.
S.P. M. Chevalier, Mmes De
Meyer, Duroi-Vanhelmont.
P.V.V. MM. Berben, De Groot,
Mahieu.
P.R.L. MM. Foret, Mundeleer.
P.S.C. MM. Beaufays, Laurent.
V.U. MM. Coveliers, Loones.
Ecolo/ Mme Vogels.
Agalev

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (F.), Bosmans (J.),
Breyne, De Clerck, Mme Leysen, M.
Uyttendaele.
Mme Burgeon (C.), MM. Charlier
(G.), Gilles, Henry, Leroy, Perdieu.
MM. Beckers, Slegckx, Van der
Maelen, Van der Sande.
MM. De Croo, Kempinaire, Mme
Neyts-Uyttebroeck, H. Vreven.
MM. Draps, Gol, Klein.
M. Antoine, Mme Corbisier-Hagon,
M. Michel (J.).
M. Lauwers, Mme Maes, M. Van
Vaerenbergh.
MM. Simons, Van Dienderen.

Voir :

- 1316 - 90 / 91 :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

26 NOVEMBER 1990

WETSONTWERP

**tot wijziging van de artikelen 1341,
eerste lid, 1342, 1343, 1344, 1345, 1834,
1923, 1924, 1950 en 2074, tweede lid,
van het Burgerlijk Wetboek**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER MAYEUR

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft onderhavig wetsontwerp
besproken tijdens haar vergadering van 20 november
1990.

**Dit wetsontwerp werd besproken in openbare com-
missievergadering.**

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Mottard.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Bourgeois, Dumez,
Hermans, Mevr. Merckx-
Van Goeij, H. Van Parys.
P.S. HH. Defosset, Eerdeken,
Mayeur, Mottard, Mevr.
Onkelinx.
S.P. H. Chevalier, Mevr. De
Meyer, Duroi-Vanhelmont.
P.V.V. HH. Berben, De Groot,
Mahieu.
P.R.L. HH. Foret, Mundeleer.
P.S.C. HH. Beaufays, Laurent.
V.U. HH. Coveliers, Loones.
Ecolo/ Mevr. Vogels.
Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (F.), Bosmans (J.),
Breyne, De Clerck, Mevr. Leysen,
H. Uyttendaele.
Mevr. Burgeon (C.), HH. Charlier
(G.), Gilles, Henry, Leroy, Perdieu.
HH. Beckers, Slegckx, Van der
Maelen, Van der Sande.
HH. De Croo, Kempinaire, Mevr.
Neyts-Uyttebroeck, H. Vreven.
HH. Draps, Gol, Klein.
H. Antoine, Mevr. Corbisier-Hagon,
H. Michel (J.).
H. Lauwers, Mevr. Maes, H. Van
Vaerenbergh.
HH. Simons, Van Dienderen.

Zie :

- 1316 - 90 / 91 :

— N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

EXPOSE DU VICE-PREMIER MINISTRE ET DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES CLASSES MOYENNES

Le projet de loi à l'examen est issu d'une proposition de loi déposée le 29 mars 1988 par le sénateur Cerexhe (Doc. Sénat n° 210/1-1988).

L'article 1341, alinéa 1^{er}, du Code civil prévoit que la preuve par écrit n'est pas nécessaire dès lors qu'il s'agit d'un acte juridique portant sur une valeur inférieure à 3 000 francs. Ce montant a été fixé par la loi du 20 mars 1948 et n'a pas été modifié depuis de quarante ans.

Cette proposition de loi habilitait le Roi à adapter le montant précité. Son auteur se référait à cet égard au droit français, qui prévoit une règle analogue.

Il est cependant ressorti de la discussion en commission de la Justice du Sénat que les membres estimaient préférable que le montant au-dessous duquel la preuve peut être fournie par tous les moyens soit fixé par la loi et porté à 15 000 francs.

L'amendement présenté par l'auteur à la suite de cette discussion s'inspirait aussi d'un projet du Gouvernement du 22 mai 1987.

La solution retenue a nécessité un amendement technique visant à adapter d'autres articles du Code civil.

Par ailleurs, il a paru nécessaire de préciser aussi, dans la disposition transitoire, que les demandes portant sur des actes juridiques antérieurs à la date d'entrée en vigueur de la nouvelle loi seront traitées selon l'ancienne loi et que la nouvelle loi ne sera applicable qu'aux actes juridiques postérieures à la date de mise en vigueur de la loi.

La proposition de loi ainsi amendée a été adoptée par le Sénat le 25 octobre 1990.

DISCUSSION DES ARTICLES

Impossibilité morale

M. Chevalier demande si le principe de l'« impossibilité morale », qui est accepté tant dans la jurisprudence que dans la doctrine est maintenu.

En vertu de ce principe, la preuve d'un acte juridique portant sur un montant actuellement de plus de 3 000 francs et bientôt de plus de 15 000 francs peut être apportée par toutes voies de droit lorsqu'il existe entre les parties (par exemple, les parents et les enfants) une impossibilité morale de demander un écrit.

Le Ministre répond que le projet à l'examen ne modifie en rien le principe de l'impossibilité morale de se procurer une preuve écrite.

UITEENZETTING VAN DE VICE-EERSTE MINISTER EN MINISTER VAN JUSTITIE EN MIDDENSTAND

Onderhavig wetsontwerp gaat terug op een wetsvoorstel dat op 29 maart 1988 door senator Cerexhe werd ingediend (Stuk Senaat n° 210/1 - 1988).

Krachtens artikel 1341, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek is geen schriftelijk bewijs vereist voor een rechtshandeling waarvan de waarde 3 000 frank niet te boven gaat. Dat bedrag is vastgesteld bij de wet van 20 maart 1948 en is sedert veertig jaar niet meer gewijzigd.

Het wetsvoorstel verleende aan de Koning de bevoegdheid om voornoemd bedrag aan te passen. Daarbij werd verwezen naar de Franse wet, die een gelijkaardige regeling inhoudt.

Uit de discussie in de Commissie voor de Justitie van de Senaat is evenwel gebleken dat de leden er de voorkeur aan gaven om het bedrag, beneden hetwelk het bewijs met alle mogelijke middelen mag worden geleverd, bij wet vast te stellen en om het te verhogen tot 15 000 frank.

Het amendement dat ingevolge deze bespreking door de auteur werd ingediend was tevens geïnspireerd op een regeringsontwerp van 22 mei 1987.

De verkozen oplossing gaf aanleiding tot een technisch amendement strekkende tot de aanpassing van andere artikelen uit het Burgerlijk Wetboek.

Verder leek het noodzakelijk in de overgangsregeling ook te bepalen dat vorderingen die werden ingesteld op grond van stukken die bestonden vóór de nieuwe wet, worden behandeld volgens de oude wet en dat de nieuwe wet pas van toepassing zal zijn op juridische handelingen gesteld na het van kracht worden van de nieuwe wet.

Het aldus gewijzigde wetsontwerp werd op 25 oktober 1990 door de Senaat aangenomen.

BESPREKING EN STEMMING

Morele onmogelijkheid

De heer Chevalier vraagt of het principe van de « morele onmogelijkheid » dat zowel door rechtspraak als de rechtsleer wordt aanvaard, blijft bestaan.

Dit principe houdt in dat het bewijs van een rechtshandeling die nu de grens van 3000, maar straks van 15 000 frank overtreft, met alle mogelijke middelen mag worden geleverd zo er tussen partijen (bijvoorbeeld tussen ouders en kinderen) een morele onmogelijkheid bestaat om een geschrift te vragen.

De Minister antwoordt dat onderhavig ontwerp niets wijzigt aan het principe van de morele onmogelijkheid om zich een schriftelijk bewijs te verschaffen.

Le montant au-delà duquel l'écrit est nécessaire doit-il être fixé par la loi ou par arrêté royal

La commission marque sa préférence pour une fixation de ce montant par la loi. Le montant doit rester le même pendant un certain nombre d'années. Le système de l'indexation est à rejeter parce qu'il n'offrirait pas une sécurité juridique suffisante.

Le montant subirait en effet des modifications trop fréquentes et ne serait plus un chiffre rond.

Le Ministre a fait effectuer des calculs dont il ressort qu'à la suite des indexations intervenues entre 1948 et 1986, le montant limite aurait été de 13 546 francs en 1986. On peut dès lors raisonnablement estimer que ce montant doit se situer actuellement aux alentours de 15 000 francs.

Montant

Mme Onkelinx et votre rapporteur hésitent à relever le seuil à partir duquel la preuve écrite est nécessaire.

Ils estiment en effet que 15 000 francs constituent une somme non négligeable. Le minimum de moyens d'existence (minimex) n'est d'ailleurs pas beaucoup plus élevé.

La preuve écrite a été instaurée pour protéger le justiciable.

Une modification de la loi risque en outre d'avoir pour effet que les tribunaux seront saisis d'un nombre plus élevé de contestations dans le cadre desquelles il faudra évidemment entendre encore plus de témoins, ce qui aggraverait l'arriéré judiciaire.

Enfin, il est probable que l'on ne fera que multiplier les cas de dol aux dépens des jeunes qui sont aujourd'hui majeurs dès l'âge de 18 ans.

Mme Merckx-Van Goey ne partage pas ce point de vue. Elle estime qu'il n'est pas exact de dire que l'administration de la preuve par l'audition de témoins enlève toute valeur à un écrit. La partie qui, dans une procédure éventuelle, dispose d'un écrit occupe la position la plus forte.

Il est toutefois indéniable que par suite de la mobilité croissante, un écrit n'a souvent plus autant de valeur. De plus, les relations économiques ont tellement évolué qu'un montant de 3 000 francs est généralement considéré comme peu élevé.

L'intervenante conclut en déclarant que le consommateur et, en général, les économiquement faibles, profitent de l'extension des moyens de preuve.

Enfin, M. Beaufays demande pourquoi la limite a finalement été fixée à 15 000 francs. Le législateur français, par exemple, a opté pour un montant beaucoup plus élevé (5 000 FF).

M. Mundeeler se rallie à ce point de vue. On a déjà beaucoup parlé de la mobilité accrue et de l'augmentation du trafic économique. L'unification européenne ne fera qu'accentuer ces phénomènes. Il convient dès lors de s'efforcer de réaliser une harmonisation au niveau européen.

Plusieurs membres partagent ce point de vue.

Vaststelling bij wet of bij koninklijk besluit ?

De Commissie verkiest een vaststelling bij wet. Het bedrag moet gedurende een aantal jaren hetzelfde blijven. Ook een indexatie moet, vanuit het oogpunt van de rechtszekerheid, worden afgewezen.

Het bedrag zou dan immers te vaak wijzigen en geen afgerond getal meer zijn.

De Minister heeft laten berekenen dat, ingevolge de aanpassing van de index tussen 1948 en 1986, een bedrag van 13 546 als grensbedrag kon gelden. Men kan dus redelijkerwijze stellen dat het nu om en bij de 15 000 frank zal zijn.

Bedrag

Mevrouw Onkelinx en uw rapporteur aarzelen om de grens voor het schriftelijk bewijs te verhogen.

Immers, zo voeren zij aan, 15 000 frank is toch geen onaanzienlijk bedrag. Het bestaansminimum ligt niet veel hoger.

Het schriftelijk bewijs werd ingesteld om de rechtszoekende te beschermen.

Bovendien houdt de wetwijziging het risico in dat meer betwistingen voor de rechtbank zullen worden gebracht waarbij uiteraard nog meer getuigen zullen moeten gehoord worden. Dat vergroot alleen de gerechtelijke achterstand.

Tenslotte gaat men waarschijnlijk de gevallen van bedrog ten opzichte van jongelui, die nu op 18 jaar meerderjarig zijn, ook vermenigvuldigen.

Mevrouw Merckx-Van Goey is een andere mening toegedaan. Volgens haar is het onjuist om te beweren dat het toelaten van het bewijs met getuigen de waarde van een geschrift ontkracht. De partij die over een geschrift beschikt bevindt zich, bij een eventueel rechtsgeding, in de sterkste positie.

Men kan evenwel niet ontkennen dat door de toenemende mobiliteit de waarde van een geschrift vaak wordt verwaarloosd. Bovendien is het economisch verkeer dusdanig geëvolueerd dat 3 000 frank over het algemeen als een gering bedrag wordt beschouwd.

Ze besluit dat de consument en de economische zwakken in het algemeen, gebaat zijn met een uitbreiding van de bewijsmogelijkheden.

Tenslotte vraagt de heer Beaufays waarom de grens uiteindelijk op 15 000 frank werd gelegd. De Franse wetgever heeft bijvoorbeeld voor een veel hoger bedrag geopteerd (5 000 FF).

De heer Mundeeler sluit zich daarbij aan. Er werd reeds gesproken over de verhoogde mobiliteit en de toename van het economisch verkeer. Ingevolge de Europese eenmaking zal dit nog verder toenemen. Men moet dus streven naar een harmonisatie op Europees niveau.

Verschillende leden beamen dit.

M. Bourgeois exprime le souhait de la Commission de voir aborder ce thème à la Conférence des Ministres de la Justice européens.

Le Ministre répond que le montant de 15 000 francs correspond à peu près à l'adaptation des 3 000 francs prévus dans le texte actuel à l'évolution du coût de la vie.

Il partage l'avis de Madame Merckx-Van Goey qui estime que le relèvement de la limite facilitera l'administration de la preuve et augmentera dès lors les chances de la partie économiquement faible dans un éventuel procès.

Il n'est, en effet, souvent pas possible de demander une preuve écrite et, dans la plupart des cas, on ne pense même pas à en demander une. Les problèmes ne se posent qu'ultérieurement.

*
* *

Le Ministre se rallie au point de vue de la Commission en ce qui concerne l'harmonisation de telles dispositions du Code civil dans le cadre de la CEE.

*
* *

Enfin, *M. Chevalier* fait encore observer qu'il lui paraît superflu de prévoir explicitement dans le projet à l'examen qu'un acte peut être passé devant notaire.

Il existe actuellement d'autres moyens pour constater la valeur juridique d'un acte.

*
* *

Les articles 1, 2 et 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi, sont adoptés à l'unanimité.

Le Rapporteur,

Y. MAYEUR

Le Président,

J. MOTTARD

De heer *Bourgeois* vertolkt de wens van de commissie dat dit thema ter sprake zou komen op de Conferentie van de Europese Ministers van Justitie.

De *Minister* antwoordt dat het bedrag van 15 000 frank ongeveer overeenkomt met de aanpassing van de huidige 3 000 frank aan de kosten van het levensonderhoud.

Hij deelt de mening van Mevrouw Merckx-Van Goey dat de verhoging van het grensbedrag het bewijs vergemakkelijkt en aldus de economisch zwakkere partij in een eventueel rechtsgeding meer kansen geeft.

Het is vaak immers niet mogelijk om een schriftelijk bewijs te vragen en meestal denkt men er niet eens aan. De moeilijkheden komen pas achteraf.

*
* *

De *Minister* sluit zich bij de commissie aan in verband met de harmonisatie in EEG-verband van dergelijke bepalingen van het Burgerlijk Wetboek.

*
* *

Tenslotte merkt de heer *Chevalier* nog op dat het hem overbodig lijkt om in onderhavig wetsontwerp te benadrukken dat een akte voor een notaris kan worden opgemaakt.

In deze tijd zijn er andere middelen om de rechtszekerheid van akten vast te stellen.

*
* *

De artikelen 1, 2 en 3 en het gehele wetsontwerp worden eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

Y. MAYEUR

De Voorzitter,

J. MOTTARD